

Observations de SFR

Consultation publique de l'ARCEP sur l'établissement du plan de numérotation et de ses règles de gestion

Du 23 juillet au 26 septembre

4- Prendre en compte les évolutions législatives

4.1- Création d'une catégorie de numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général

Question 1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition pour les raisons exposées ci-après.

Tout d'abord, SFR identifie des difficultés de mise en œuvre de cette mesure :

- Restreindre l'utilisation de cette nouvelle catégorie de numéros aux seuls organismes identifiés par arrêté nécessiterait des développements au sein du réseau, consommateurs de temps et de ressources, afin de mettre ces numéros affectés à un tel client sur un unique équipement du réseau.
- De plus, la mise en œuvre pourrait être complexe si la liste des organismes définie par arrêté est évolutive dans le temps. Les opérateurs devraient réaliser des développements au sein de leurs systèmes d'information pour industrialiser l'identification de ces organismes et vérifier qu'un client demandant de tels numéros est bien habilité en ce sens. Encore une fois, de tels développements sont consommateurs de temps et de ressources.

Or, ces développements apparaissent disproportionnés eu égard à l'objectif recherché par le législateur et l'ARCEP :

- Les rapports du Sénat et de l'Assemblée relatifs à la loi n° 2021-901 alors en discussion montrent que si l'objectif du législateur était l'encadrement des numéros pouvant être utilisés pour du démarchage, la loi n° 2021-901 a habilité l'ARCEP plus largement à réguler les numéros pouvant être utilisés par des systèmes automatisés. Ainsi, des effets de bords ont pu être observés et des entreprises (les sondages, notamment d'intérêt public, tels que l'Insee ; les mesures d'audience TV et radio, tels que Médiamétrie ; le recouvrement) se sont vues dans l'obligation d'utiliser les numéros polyvalents vérifiés, faisant chuter leur taux de décroché.
- Le rapport du Sénat de la séance du 2 avril 2025 relatif à la loi n° 2025-594 alors en discussion précise que le législateur a donc voulu supprimer ces effets de bord et permettre à ces entreprises qui ne font pas démarchage de ne pas être tenues d'utiliser des numéros polyvalents vérifiés mais une catégorie nouvelle de numéros réservée à l'intérêt général.

Cependant, l'expérience de SFR tant sur le marché B2B que le Grand Public (GP) démontre que cette mesure ne permettra pas d'atteindre l'objectif du législateur et donc de lever ces effets de bord qui handicapent les entreprises ne poursuivant pas une activité de démarchage :

- D'une part, la conséquence sera la même que lors de la mise en place des numéros polyvalents vérifiés. Les applications de protection contre les appels frauduleux et les spams, telles que

Hiya ou Orange Téléphone, vont rapidement étiqueter les numéros issus de cette nouvelle catégorie comme potentiels spam, comme ils l'ont fait pour les appels présentant des numéros polyvalents vérifiés au vu du volume d'appels. Or, les caractéristiques du trafic sortant des organismes d'intérêt général est similaire à celles de l'activité de démarchage utilisant des numéros polyvalents vérifiés puisque ces organismes d'intérêt général utilisent également des systèmes automatisés.

- D'autre part, les consommateurs pourront identifier ces appels d'intérêt général et ne pas répondre. En effet, bien souvent, les consommateurs ne font pas de différence entre appels de démarchage ou d'intérêt général de type sondage, qu'ils catégorisent tous deux comme des nuisances.

Ces deux conséquences vont rapidement entraîner une chute du taux de décrocher pour ces entreprises, qui répondent à un objectif d'intérêt général.

Enfin, le délai envisagé par l'ARCEP, à savoir une entrée en vigueur au 1er janvier 2026, est illusoire et trop prématuré eu égard à la réalité dans la pratique. La mise en place effective de cette mesure nécessite nombre de travaux en amont :

- Au niveau de l'Etat : recensement des organismes poursuivant un objectif d'intérêt général ; rédaction et publication de l'arrêté.
- Au niveau des organismes : lancement d'appels d'offres pour choisir un opérateur.

En conclusion, SFR demande de ne pas définir de nouvelle catégorie de numéros réservée aux appels et messages émis par des organismes concourant à un objectif d'intérêt général. Au demeurant, si l'ARCEP devait adopter une telle mesure, SFR demande un délai supplémentaire jusqu'au 1er juillet 2026.

4.2- Accompagner et sécuriser la mise en œuvre du mécanisme d'authentification du numéro appelant

4.2.2- Altération du numéro d'appelant pour les appels provenant de l'étranger présentant un numéro mobile qui n'a pas pu être authentifié

Question 2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?

SFR est favorable à cette proposition, sous réserve de quelques aménagements.

A titre liminaire, SFR observe, comme l'explique l'ARCEP dans le document soumis à consultation publique, que la mise en place du mécanisme d'authentification des numéros a conduit la fraude à se déplacer sur les interconnexions internationales en usurpant des numéros notamment mobiles. L'altération du numéro est donc un palliatif en attendant une signature avec un niveau d'attestation A de l'ensemble des appels présentant un numéro mobile et provenant de l'international (home routing).

Sur le plan de l'expérience client, néanmoins, cette solution présente plusieurs inconvénients :

- Elle dégrade la qualité de l'appel puisqu'une information est perdue, celle de l'appelant. Ainsi, un utilisateur recevant un appel provenant de l'international ne saura plus qui l'appelle, qu'il s'agisse d'une fraude ou d'un appel légitime. Cette dégradation de la qualité de l'appel peut avoir des impacts plus importants sur l'expérience client sur le marché B2B, clients envers

lesquels l'opérateur peut prendre des engagements de qualité (par exemple, sur le marché B2B, des employés en déplacement ne seront plus identifiables).

- Eu égard à la protection des consommateurs, la confiance dans les numéros commençant par 09 est déjà relativement faible, ce qui pourrait être anxiogène. En outre, des amalgames pourraient être faits entre appel présentant cet identifiant banalisé et fraude, et ce malgré la pédagogie et la communication réalisée par les opérateurs auprès de leur parc client en vue d'expliquer cette mesure.
- Les fraudeurs trouveront certainement des solutions de contournement, amoindrissant ainsi la mesure d'altération du numéro.

Sur le plan technique, l'identifiant banalisé proposé par l'ARCEP est incorrect et doit prendre la forme suivante : **09 99 99 99 99** (ou **+33 9 99 99 99 99** au format international), comme tout autre numéro à 10 chiffres. La règle ne concernera pas l'ensemble du trafic mais uniquement les appels en 2G/3G qui ne sont pas acheminés en home routing (hors appels en home routing et VOLTE). Cette mesure demeure néanmoins complexe à mettre en œuvre et ne devrait pas être mise en œuvre dans la précipitation. A cet effet, une possibilité pourrait être de conférer à la communauté des opérateurs le choix de la solution afin de mener une analyse poussée sur la solution technique à mettre en œuvre.

Sur le plan du délai, en raison du besoin de communication, de pédagogie et d'accompagnement auprès des clients, l'entrée en vigueur au 1er janvier 2026 est irréalisable, en particulier auprès des clients B2B au vu de la réalité dans la pratique. Pour ce faire, l'entrée en vigueur doit être reportée au 1er juillet 2026.

En conclusion, SFR n'est pas opposée à l'altération par un identifiant banalisé 09 99 99 99 99, à condition qu'un délai supplémentaire jusqu'au 1er juillet 2026 soit accordé aux opérateurs pour la bonne mise en œuvre de cette mesure. Néanmoins, SFR considère que laisser les opérateurs analyser la solution technique et les responsabilités associées seraient préférable.

Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?

SFR renvoie à sa réponse à la question 2.

4.2.3- Recommandation d'altération du numéro d'appelant pour les situations où les informations d'authentification du numéro ne pourraient être conservées

Question 4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition pour les raisons exposées ci-après.

Tout d'abord, les opérateurs, au sein de l'APNF, étudient une solution cible permettant de signer l'ensemble des cas d'appels avec un niveau d'attestation A et de supprimer in fine les signatures avec un niveau d'attestation B et C dans le cadre du mécanisme d'authentification des numéros. Les travaux sont conséquents, consommateurs de temps et de ressources. Il sera complexe de mener en parallèle des travaux pour une solution qui ne sera, quant à elle, que temporaire, et qui ne répondra, par ailleurs,

pas aux besoins. Cela ne pourrait que retarder la solution cible sur laquelle les opérateurs concentrent tous leurs efforts. Il est nécessaire de laisser les travaux des opérateurs aboutir pour la suppression des appels signés avec un niveau d'attestation B et C. Et pour les appels signés avec un niveau d'attestation en C, il est préférable d'avoir un retour d'expérience sur l'altération du numéro pour les appels attestés en B dans le cadre du « faux roaming » traité en question 2 avant une généralisation.

Par ailleurs, depuis l'activation du mécanisme d'authentification des numéros, la fraude s'est en très grande majorité reportée sur les appels en provenance de l'international en usurpant un numéro mobile, comme le reconnaît d'ailleurs l'ARCEP elle-même. Au contraire, la plupart des cas de renvois d'appels constatés sont légitimes et certains clients risquent de pâtir d'une telle recommandation. Ainsi, la perte de l'information de l'appelant, si elle est légitime dans le cas du « faux roaming » exposé en question 2, crée uniquement une perte d'information pour le client final appelé sans réel bénéfice pour contrebalancer cette dégradation de service. Cette dernière pourrait d'ailleurs venir en contradiction avec certains engagements de qualité pris par l'opérateur dans ses contrats avec certains clients B2B.

De plus, la communication vers les clients finaux se complexifie grandement si les opérateurs doivent expliquer que l'identifiant banalisé ne sera pas utilisé uniquement pour les appels présentant un numéro mobile et provenant de l'international mais également pour les cas de renvois d'appels. Il s'agit de deux usages distincts qui n'ont aucun lien entre eux du point de vue des clients finaux, ce qui va amener de la confusion et de l'incompréhension. La mesure sera ainsi bien moins lisible.

En conclusion, SFR demande de ne pas généraliser la mesure de l'identifiant d'appelant banalisé à l'ensemble des cas d'appels ne permettant pas de retransmettre l'information de l'attestation mais de la circonscrire aux appels internationaux présentant un numéro mobile.

5- Renforcer la protection des consommateurs

5.1- Renforcement des conditions d'utilisation d'un numéro comme identifiant d'appelant ou d'émetteur de message

Question 5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?
--

SFR est favorable à cette proposition, sous réserve de quelques aménagements.

En premier lieu, SFR comprend que l'ARCEP, par cette mesure, souhaite aligner/mettre en cohérence les dispositions du plan de numérotation avec la délégation d'affichage à venir et développée par les opérateurs dans le cadre du mécanisme d'authentification des numéros.

Cependant, la nouvelle obligation semble aller bien plus loin que ce que prévoit la délégation d'affichage telle qu'imaginée par les opérateurs. Elle semble, au contraire, embarquer l'ensemble des appels émis par les clients d'un opérateur pour vérifier que ces clients sont bien habilités à présenter le numéro, qu'il s'agisse d'un numéro délégué ou non. Si tel est le cas, cela demandera des développements supplémentaires, notamment pour que chaque opérateur dispose d'une base unifiée de numéro qui soit exhaustive.

SFR souhaiterait donc une reformulation qui permette de circonscrire l'obligation aux seuls numéros faisant l'objet d'une délégation d'affichage.

En dernier lieu, le délai envisagé par l'ARCEP est beaucoup trop court et irréalisable eu égard aux travaux en cours, qui prendront encore plusieurs années.

SFR considère donc qu'il est primordial de décaler l'entrée en vigueur au 1er juillet 2027 en vue d'assurer une entrée en service douce sans risque élevé de coupure « à tort » en raison de clients non-prêts.

En conclusion, SFR demande 1) une reformulation qui permette de circonscrire l'obligation aux seuls numéros faisant l'objet d'une délégation d'affichage et 2) une entrée en vigueur au 1er juillet 2027.

Question 6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?

SFR est favorable à cette proposition.

5.2- Délai de réaffectation d'un numéro après résiliation à l'initiative de l'opérateur

Question 7. Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?

SFR n'est pas opposée à cette proposition.

5.3- Affichage des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant

Question 8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?

SFR est favorable à cette proposition, sous réserve de quelques aménagements.

En premier lieu, avec la dérogation proposée par l'ARCEP, les opérateurs ont impérativement besoin d'une liste exhaustive transmise par le CCED (ou les préfectures ou toute autre administration), qui soit nationale et centralisée, associant chaque centre d'urgence avec le numéro d'urgence qu'il peut présenter : par exemple, un centre d'urgence de pompier peut uniquement afficher le 18 et non le 15 ou le 17 :

- Cette liste pourrait être similaire à la table nationale d'acheminement des appels d'urgence (TNAU) qui associe chaque numéro d'urgence dans un département à un numéro noir.
- Dans tous les cas, cette liste doit être nationale et centralisée en vue de faciliter le travail des opérateurs et doit être de la responsabilité de l'administration.
- Ce référentiel ne doit contenir que des numéros fixes associés directement à un centre d'urgence : par exemple, la liste ne devra pas contenir la ligne fixe du domicile d'un urgentiste qui souhaite être joint chez lui lors de ses astreintes. Cela irait en contradiction directe avec le projet de décision de l'ARCEP qui précise que cette dérogation vaut « *dès lors que la communication est émise directement par un centre de réception des communications d'urgence* ».

Avec une telle liste, un opérateur n'est pas seulement légitime à refuser l'émission d'un appel par une personne non-habillée à présenter un numéro d'urgence, mais également à refuser l'émission d'un appel par un centre d'urgence qui présente un numéro court pour lequel il n'est pas autorisé : par exemple, un centre d'urgence de pompier peut uniquement afficher le 18 et non le 15 ou le 17. Cette liste permettra à l'opérateur de contrôler la légitimité de l'appelant à présenter un numéro court d'urgence.

En second lieu, SFR tient à rappeler l'impossibilité de présenter un numéro court depuis un numéro mobile. Cette dérogation ne concerne que les centres d'urgence et leurs numéros fixes associés.

En dernier lieu, SFR tient à alerter l'ARCEP sur les risques de fraude. A cet égard, l'ARCEP note : « *En effet, les utilisateurs finals auront ainsi la certitude que l'appel provient bien d'un centre de réception des communications d'urgence, et seront donc plus à même de décrocher rapidement cet appel.* » Cette affirmation est fautive car il existe toujours un risque de fraude. Il convient ainsi de supprimer cette mention dans le texte de la décision finale.

En conclusion, SFR demande à l'ARCEP 1) de préciser expressément que la dérogation de l'ARCEP ne s'applique que pour les rappels depuis un numéro fixe puisqu'il n'est pas possible techniquement d'émettre un appel avec un numéro court depuis un numéro mobile, 2) de clarifier que cette dérogation ne peut être mise en place qu'avec la coopération de l'administration, par exemple le CCED, pour fournir aux opérateurs une liste centralisée et nationale des centres d'urgences et des numéros d'urgence qu'ils sont autorisés à présenter, et 3) de spécifier que les centres d'appels doivent strictement présenter « leur » numéro d'urgence (par exemple, un centre d'urgence de pompier peut uniquement afficher le 18 et non le 15 ou le 17).

5.4- Présentation de numéros courts généralistes à tarification majorée en tant qu'identifiant de l'appelant

Question 9. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition pour les raisons exposées ci-après.

Tout d'abord, la proposition de l'ARCEP est impossible à mettre en œuvre techniquement dans le réseau car elle demande beaucoup trop d'agilité :

- La décision n° 2022-1583 établissant le plan de numérotation, dans son annexe 1 § 2.4.5 c), prévoit l'interdiction de présenter comme identifiant d'appelant les numéros spéciaux à tarification majorée commençant par 089. Au niveau du réseau de chaque opérateur, cette interdiction est facile à mettre en place car les 089 suivent un unique principe tarifaire, à savoir une tarification majorée dont la composante S est égale ou supérieure à 0,667€/minute ou à 2,500€/appel selon que la facturation s'effectue à la durée ou à l'acte. Par conséquent, l'intégralité des numéros commençant par 089 est concernée par cette interdiction, peu importe le niveau tarifaire de la composante S choisit par l'éditeur.
- Au contraire, les numéros courts généralistes peuvent suivre différents principes tarifaires, conformément l'annexe 1 précitée § 2.4.10 c) : « *Les numéros courts généralistes suivent une structure tarifaire correspondant soit à la « tarification gratuite », soit à la « tarification banalisée », soit à la « tarification majorée »* ». Ainsi, l'éditeur qui demande à son opérateur un tel numéro court choisit librement le principe tarifaire qu'il souhaite associer à son service.

Par conséquent, certains de ces numéros suivent une tarification gratuite ou banalisée et ne sont pas concernés par l'interdiction proposée par l'ARCEP. En revanche, d'autres de ces numéros peuvent suivre une tarification majorée et sont visés par ladite interdiction. Etant donné qu'un éditeur peut résilier son numéro à tout moment, voire modifier le principe tarifaire de son numéro court généraliste, la liste de ses numéros suivant une tarification majorée n'est pas figée mais évolutive dans le temps. A un instant T un numéro peut très bien suivre une tarification banalisée puis à un instant T+1 suivre une tarification majorée, interdisant alors sa présentation en qu'identifiant d'appelant.

Or, cette mesure pose des difficultés de mise en œuvre sérieuses pour les opérateurs en raison de la nécessité de vérifier en temps réel la tarification du numéro court généraliste présenté et donc sa conformité. Cette mesure reviendrait à imposer aux opérateurs de mettre en œuvre une solution industrialisée complexe qui permettrait une agilité et une vision dynamique de la tarification des numéros courts généralistes utilisés en vue de ne pas bloquer à tort ou de laisser passer un appel qui n'aurait pas dû être acheminé. L'efficacité de la mesure est donc relative et grandement compromise.

Néanmoins, SFR comprend l'objectif de protection du consommateur en ce que cette interdiction évite des bill shocks, sa mise en œuvre reste très complexe. Et l'arrêté du 5 juillet 2016 semble déjà répondre à cette problématique de protection du consommateur en partie dans la mesure où il interdit un professionnel à présenter un numéro court à tarification banalisée ou majorée 3BPQ dans le cadre d'un appel de démarchage.

En conclusion, et pour les raisons expliquées ci-dessous, SFR demande à l'ARCEP de ne pas adopter cette mesure.

En revanche, SFR souhaite proposer à l'ARCEP de renforcer la protection des consommateurs eu égard aux numéros courts de renseignements téléphoniques pour lutter contre les fraudes constatées par SFR sur ce type numéros :

- Les numéros courts de renseignements téléphoniques ayant une tarification à la durée ont une durée moyenne d'appel statistiquement anormale comparé aux numéros ayant une tarification à l'acte. Ces numéros ayant une tarification à la durée mettent en place des pratiques visant à faire durer le plus longtemps possible l'appel : demande d'informations non-pertinentes pour délivrer le service, mise en attente étonnamment longue, non-délivrance du numéro avant mise en relation, non-rappel du tarif avant la mise en relation, etc..
- Des pratiques visent à faire appeler des numéros courts de renseignements téléphoniques ayant une tarification à la durée à la suite de recherches sur des moteurs de recherche. D'autres pratiques prennent la forme de l'achat de mot-clé avec des scénarios visant à tromper le consommateur sur la nature réelle du service et entretenant une confusion avec le professionnel recherché.

Il apparaît donc que le modèle des numéros courts de renseignements téléphoniques ayant une tarification à l'acte permette une meilleure délivrance du service et une meilleure protection du consommateur. Il conviendrait donc de supprimer la possibilité, pour ces numéros, de choisir une tarification à la durée.

6- Prévenir les pénuries et améliorer la gestion de la rareté

6.1- Utilisation effective des ressources attribuées

Question 10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

SFR n'est pas opposée à cette proposition, dans un objectif de meilleure gestion des ressources.

6.2- Restitution à l'opérateur attributaire des numéros après résiliation sans portage

Question 11. Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation ?

SFR n'est pas opposée à cette proposition.

6.3- Limitation de la quantité attribuable de préfixes RIO

Question 12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?

SFR n'est pas opposée à cette proposition.

6.4- Allocation de nouvelles séries et de nouveaux sous-blocs de numéros polyvalents à la Guadeloupe, à la Martinique et à Mayotte

Question 13. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?

SFR n'a pas de remarque.

6.5- Allocation de nouvelles séries de numéros polyvalents vérifiés en outremer

Question 14. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

SFR n'a pas de remarque.

6.6- Allocation de nouveaux préfixes de routage des numéros polyvalents et nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles en outremer

Question 15. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

SFR n'a pas de remarque.

6.7- Granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue en outremer

Question 16. Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

SFR n'a pas de remarque.

6.8- Evolution des codes R1R2 utilisés pour l'identification des réseaux mobiles

Question 17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition pour les raisons expliquées ci-après.

La suppression des codes R1R2 risquent d'entraîner des difficultés techniques au niveau du réseau :

- Pour l'origine nationale, le remplacement du code R1R2 de l'opérateur par la valeur 97 entraînerait de nombreuses modifications dans le réseau. Ces modifications seront nombreuses et sans réel bénéfice, puisque l'objectif de l'ARCEP est la simple suppression de ces codes R1R2.
- En outre, ces codes sont utilisés dans les systèmes d'information pour la facturation entre opérateurs.

En conclusion, SFR demande à l'ARCEP de conserver les codes déjà attribués aux opérateurs.

6.9- Suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel

Question 18. Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?

SFR n'est pas opposée à cette proposition.

7- Préciser l'utilisation des ressources en numérotation

7.1- Gestion des numéros mis à disposition

Question 19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?

SFR n'est pas opposée à cette proposition.

En outre, le délai prévu jusqu'au 1er juillet 2028 semble suffisant pour permettre aux opérateurs d'effectuer les transferts d'attribution ou les portabilités techniques.

7.2- Conditions d'utilisation des préfixes de routage

Question 20. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?

SFR n'est pas opposée à cette proposition, sous réserve de quelques aménagements.

Pour une meilleure cohérence, l'interdiction doit entrer en vigueur au même moment que la fin de la mise à disposition prévue pour le 1er juillet 2028.

En outre, cette interdiction entraîne des impacts chez les opérateurs, notamment des développements dans les systèmes d'information afin de leur permettre de supporter les préfixes attribués à un opérateur tiers.

En conclusion, SFR demande à l'ARCEP de reporter l'entrée en vigueur au 1er juillet 2028.

8- Simplifier, clarifier, harmoniser et améliorer les processus

8.1- Rapports transmis à l'ARCEP

Question 21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition pour les raisons expliquées ci-après.

Les deux rapports sont lourds à produire pour les opérateurs et nécessitent un travail important en amont. Supprimer la restitution annuelle sur laquelle pourrait s'appuyer l'ARCEP lors des demandes d'attribution ou de renouvellement lors de l'année en cours pour les demander au fil de l'eau en cas de demande d'attribution et de renouvellement a peu de sens.

En outre, en cas de besoin rapide de ressources, la production des rapports retardera d'autant la décision de l'ARCEP pour l'attribution ou le renouvellement, ce qui peut être dommageable si l'opérateur a besoin rapidement de ressources.

En conclusion, SFR demande à l'ARCEP de ne pas supprimer les deux rapports. Celui sur la mise à disposition sera supprimé de facto celui sur la mise à disposition des numéros.

8.2- Arrêt effectif des services pour les numéros spéciaux et courts

Question 22. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition car elle va induire des lourdeurs administratives pour les opérateurs lors d'une demande de restitution.

8.3- Fiabilisation des demandes d'attribution, de renouvellement, de restitution, d'abrogation et de transfert de ressources en numérotation

Question 23. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?

SFR n'a pas de remarque.

8.4- Localisation des équipements techniques

Question 24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition car elle est obsolète, les équipements du réseau étant depuis longtemps virtualisés.

Question 25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?

SFR n'est pas favorable à cette proposition car elle est obsolète, les équipements du réseau étant depuis longtemps virtualisés.

8.5- Fourniture de contacts fonctionnels chez les opérateurs

Question 26. Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?

SFR n'a pas de remarque.

8.6- Autre sujet : les services de radiomessageries

SFR souhaite faire une proposition à l'ARCEP permettant une meilleure visibilité des numéros associés au service de radiomessagerie opéré par E*message.

Ces services sont notamment rendus en utilisant des numéros mobiles à 10 chiffres (06-07). Or, la grande majorité de cette catégorie de numéros est utilisées pour des usages interpersonnels gratuits (i.e. inclus dans l'abonnement du client), tandis que les services de radiomessagerie ont un caractère spécifique, ce qui justifierait de les distinguer dans le plan de numérotation, comme l'ARCEP a déjà pu le faire par le passé avec les numéros polyvalents vérifiés (NPV).

Une telle mesure aurait l'avantage d'assurer une communication plus claire auprès opérateurs comme des clients finaux, notamment les consommateurs, qui ne connaissent pas toujours ce type de service et se retrouvent avec des hors forfaits.

Elle aurait également l'avantage de sanctuariser les numéros mobiles comme étant réservés aux usages interpersonnels entre deux personnes physiques.